

« Le MR a été terrorisé par la gestion d'André Antoine »

« On n'avance pas en regardant dans le rétro. La volonté, c'est d'objectiver les chiffres » **Dimitri FOURNY**

3 ans. Le temps que Christophe Lacroix est resté ministre wallon du Budget.

La majorité MR/cdH fait valider aujourd'hui au Parlement une demande d'audit des finances wallonnes par la Cour des comptes. Pour le socialiste Christophe Lacroix, le MR est échaudé par la gestion budgétaire d'André Antoine avant 2014...

● Interview : Martial DUMONT

Christophe Lacroix, vous étiez ministre du Budget wallon il y a quelques semaines encore. Comment analysez-vous la demande d'audit des finances wallonnes que le MR réclame aujourd'hui ?

Je suis très serein par rapport à cela. Je pense que ce qui se passe est surtout la conséquence de la manière de gérer les finances par le cdH André Antoine entre 2009 et 2014. Le MR a été terrorisé par les méthodes d'André Antoine. Je rappelle que, quand je suis arrivé au ministère du Budget en 2014, il avait annoncé un boni de 86 millions. Quand j'ai repris les cordons de la bourse, j'ai dû faire un ajustement qui montrait un déficit de 496 millions...

Oui mais c'était au moment du « repérage » des normes SEC

qui comptabilisaient les investissements en dépenses...

Certes. Mais ces infos n'avaient pas été communiquées par le ministre Antoine. Ça manquait de transparence vis-à-vis du Parlement. Et je me souviens de la colère de Jean-Luc Crucke, à l'époque, contre André Antoine. Raison pour laquelle je ne pense pas que la démarche actuelle du MR me vise personnellement...

La Cour des comptes est l'interlocuteur logique pour un tel audit ?

Honnêtement, je pense que l'administration wallonne, très compétente, aurait pu faire le boulot. Voire la cellule d'information financière.

Mais bon, celle-ci est dirigée par un ancien cabinetard d'Antoine, donc je suppose que le

« Le ministre Jean-Luc Crucke a peut-

être peur que le cdH lui ait caché des choses... »

« Je pense que ce qui se passe est surtout la conséquence de la gestion d'André Antoine. »

MR se méfie. Par contre, j'aimerais que le MR soit plus cohérent dans sa démarche.

Comment ça ?

Ils ne doivent pas se limiter à l'année 2017. La logique voudrait qu'on remonte à la législature 2009-2014 pour montrer qu'il y a eu tromperie et que la dette s'est bel et bien creusée à cette époque.

Vous croyez donc que le MR se méfie de son partenaire cdH sur le plan budgétaire ?

En tout cas, si je relis les déclarations du MR *in illo tempore*, oui. Le cdH est censé avoir une longueur d'avance en matière d'informations budgétaires. Peut-être que le nouveau ministre du Budget, Jean-Luc Crucke, a peur qu'on lui ait caché des choses.

L'audit vous semble donc logique politiquement...

Oui, mais je suis quand même étonné du manque de sérieux : le MR et le cdH ont annoncé des mesures budgétaires et fiscales, ils ont sorti des chiffres, avant même de demander l'audit ! Or, en toute logique, ils auraient dû faire le contraire. Mais bon, je peux comprendre. J'imagine que l'empressement vient du fait que l'envie de virer le PS était irrépressible... ■

« Le fruit était mûr, le cdH a volé la vendange »

Christophe Lacroix dit ne pas vouer de haine corse au cdH après sa « trahison » à l'égard de son ancien partenaire socialiste. Juste de la frustration, dit-il.

« Au-delà des affaires, on avait bien avancé en matière de gouvernance, sur le plan social et économique. Aujourd'hui, j'ai un sentiment d'inachevé. Le travail commençait à porter ses fruits. Le cdH nous a privé de la vendange, tout ça pour de pures raisons d'existence politique. Benoît Lutgen était mal au sein de son parti, qui lui-même était mal dans les

sondages. Il l'a joué très perso. C'était purement stratégique. Et c'est d'ailleurs raté puisqu'il n'a atteint qu'un tiers de ses objectifs. »

L'ex-ministre du Budget reproche encore au cdH de n'avoir pas respecté ses paroles.

« Il y avait une série d'accord qui ont été signés, en dépit de ce que dit aujourd'hui le cdH. Notamment dans le cadre de la réforme fiscale et, singulièrement de la suppression de la téléredevance. Cette trahison est unique dans les annales de la politique belge ». ■ **M. Dum.**

JEAN-PAUL WAHL, MR

« L'idée n'est pas de faire le procès du passé »

« **L**e MR a été dans l'opposition pendant 13 ans, rappelle Jean-Paul Wahl, chef de groupe MR, désormais nouveau partenaire de majorité du cdH. On n'entend pas faire le procès du passé. Le moment n'est pas de dire Untel ou Untel est responsable. Ça, ça peut encore venir par la suite. Mais l'idée, c'est d'avoir une photographie précise. On a assez entendu d'inquiétudes sur la situation réelle des finances wallonnes. C'est le Parlement qui fait la demande à la Cour des comptes. Et c'est aussi ce que souhaite le gouvernement. Où en sommes-nous de la dette, de la

trajectoire budgétaire pour un retour à l'équilibre, des engagements à l'égard du fédéral, de l'Union européenne, de l'application de la 6^e réforme de l'État, avec des trans-

ferts financiers qui vont être considérablement modifiés, etc. »

Pour le député MR, l'audit est indispensable aussi pour élaborer le budget 2018. On n'est pas un peu court à cet égard ? Les travaux budgétaires commencent en effet le 21 septembre. Jean-Paul Wahl préfère rester philosophe : « Le temps, ça va être un problème récurrent jusqu'à la fin de la législature. Mais le gouvernement peut déjà travailler sur un projet de budget sans attendre les résultats de l'audit, pour ensuite les intégrer dans le projet budgétaire de fin d'année. » ■ **P.S.**

DIMITRI FOURNY, CDH

« Pas de suspicion, juste de la transparence »

« **D**e toute façon, nous avons toujours été très transparents au cdH en ce qui concerne les chiffres. Il est légitime que le MR obtienne les informations qu'il souhaite. C'est son droit d'inventaire. Comme il n'y a rien à cacher et que nous avons la volonté d'une transparence totale... » Pour le chef de groupe cdH Dimitri Fourny, le fait que le MR demande un audit des finances wallonnes ne provoque donc aucun malaise dans son parti. Même si le cdH fait partie de la majorité depuis 2004 sans inter-

ruption. Avec en outre André Antoine aux manettes budgétaires de 2009 à 2014, comme le faisait remarquer Christophe Collignon, chef de

groupe PS, la semaine dernière. « Je n'ai pas compris sa réaction. Il n'y a aucune raison de refuser quoi que ce soit. Il n'y a pas de suspicion. Juste une volonté de maintenir la transparence. Et de pouvoir fonder les perspectives d'avenir sur des bases solides et objectivées. Et on n'avance pas en regardant dans le rétroviseur. La volonté est donc avant tout d'objectiver les chiffres pour construire la trajectoire budgétaire et définir une politique précise, sur une base qui sera incontestable. C'est une manière de baliser les choses. » ■ **P.S.**

STÉPHANE HAZÉE, ÉCOLO

« C'est le monde à l'envers... »

Le chef de groupe écolo veut bien concevoir que le MR souhaite y voir clair dans les finances wallonnes. « Par contre, on s'interroge un peu plus sur le cdH », note Stéphane Hazée. Falait-il demander un audit à la Cour des comptes ? « C'est toujours intéressant pour le Parlement d'être informé, d'avoir une étude consolidée. On n'a rien contre. Mais des éléments sont déjà contenus dans les documents délivrés par la Cour des comptes deux fois par an. Et il ne faut pas être dupe : il y a une volonté politique de monter en saute des situations déjà connues. »

Ce qui perturbe davantage le

député écolo, c'est que la demande d'audit émane du gouvernement wallon. « Ce sont les ministres qui demandent au Parlement de solliciter la Cour des comptes. C'est le monde à l'envers... La

coalition se prend les pieds dans le tapis. Par contre, je note que la demande d'audit n'inclut pas une série de dossiers très importants, qui doivent être ajoutés. » Comme l'enjeu des investissements publics, « levier majeur de redéploiement économique ». « Contester les dépenses publiques, c'est dans la logique libérale. Mais il ne faudrait pas affaiblir les investissements publics pour une nouvelle course à l'équilibre budgétaire. » La résolution n'évoque pas davantage la dette écologique « qu'on reporte sur les générations futures » et la situation des pouvoirs locaux « mis sous pression ». ■ **P.S.**